

NOTE CONFERENCE DE PRESSE DU 8 JUILLET 2011

Nous tenons à vous remercier de votre présence à cette conférence de presse dont l'objet est de faire le point avec vous sur les dossiers les plus marquants et sur l'activité des élu(e)s communistes et citoyens du Front de Gauche ces six derniers mois.

Dans l'action on a parfois le sentiment que les choses avancent lentement et ce d'autant plus que les difficultés sont ressenties durement par nos concitoyens. Vous le savez, les chiffres du chômage et de l'économie sont extrêmement alarmants.

Comme nous le craignons, la Corse ne s'en sort pas mieux que les autres régions face à la crise. Les jeunes en rupture de scolarité sont de plus en plus nombreux et ils sont forcément les plus touchés par cette aggravation du chômage et de la précarité. Par ailleurs, les plus âgés augmentent en nombre avec un effet direct, compte tenu de leurs revenus, sur le phénomène de pauvreté. 16 000 enfants vivent dans une famille monoparentale, la part des jeunes non insérés ou déscolarisés est de 18,8 %. 10 417 personnes perçoivent l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV). On compte 23 400 allocataires d'un des huit minima sociaux.

Les annonces d'une excellente saison touristique ne peuvent masquer cette réalité qui appelle une politique d'une grande audace sociale. C'est le sens que nous donnons à notre action au sein de la majorité régionale et de la CTC.

Il existe une urgence sociale à laquelle il faut répondre sans attendre. Cette implication est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel où l'Etat, au motif de la RGPP, et l'UE se désengagent des domaines structurants la vie économique et sociale.

Dans les limites de ses compétences et des moyens financiers dont dispose la CTC, il faut tout faire pour améliorer les conditions de vie des plus faibles, et ils sont nombreux. Sans cela, les fractures sociale et territoriale constatées ne feront que s'aggraver puisque le nombre de personnes et de ménages en difficulté ne cesse de grandir.

Au-delà des motions et questions orales sur des sujets aussi variés que l'éducation, l'agriculture, l'énergie, la défense des services publics, etc... nous avons marqué les débats de l'Assemblée par de nombreuses interventions. Ainsi, avons-nous réellement pesé pour infléchir plusieurs politiques, notamment la feuille de route de l'ADEC. Par exemple, une réelle prise en compte d'une démarche socio et éco responsable des entreprises bénéficiant des aides de la CTC était pour nous indispensable. Dans cet esprit, nous avons souligné l'intérêt de développer l'Economie Sociale et Solidaire et proposé qu'elle soit représentée au CA de l'ADEC.

Notre intervention conduisant à l'adoption à l'unanimité de la motion contre le fichage des élèves par l'Education Nationale a par ailleurs fait tache d'huile puisque le Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur vient lui aussi de faire adopter un vœu reprenant le texte que nous avons proposé. Ce type d'action montre notre vigilance à tous les niveaux et notre volonté de relayer au niveau institutionnel ceux qui se battent à travers des collectifs, des comités et des associations afin de garantir les droits et libertés de chacun.

La création de l'observatoire de la cherté de la vie et des salaires, que nous appelions de nos vœux depuis longtemps et dont nous avons initié la création par une motion, est un des éléments incontournables de notre démarche. Un tel observatoire nous permettra d'évaluer au mieux les mécanismes qui régissent l'économie et la société insulaire et de pouvoir ainsi agir de façon ciblée afin de réduire les injustices sociales.

Nous sommes également très attentifs aux problèmes soulevés par la réforme de la santé et la mise en place de l'ARS. Dans une motion votée à la session de juin, nous avons voulu interpeler le gouvernement afin qu'il respecte ses engagements. Le Président de l'Assemblée a dernièrement rencontré M. Guéant, Ministre de l'Intérieur et rappelé à cette occasion la demande formulée par tous les présidents de groupe pour que M. Bertrand, Ministre de la Santé, les reçoivent. Nous étions au côté des grévistes et des manifestants et nous continuerons à l'être pour garantir à la Corse un système de santé de qualité et accessible à tous.

Pourtant, incontestablement, ce qui traduit le mieux, nous semble-t-il, la rupture avec la politique précédente, est l'action conduite sous l'impulsion de Maria Guidicelli dans le cadre des Assises du Foncier et du Logement. La qualité de la démarche mise en œuvre comme du travail collectif a été unanimement saluée.

Ce qui en ressort à nos yeux c'est qu'une politique de gauche peut être mise en œuvre dans un domaine celui du logement en particulier et ce, à partir de cette concertation et du constat partagé de la situation.

Le modèle économique qui a prévalu ces 25 dernières années, dans un contexte de globalisation libérale, n'a fait qu'aggraver les déséquilibres au détriment des populations et des plus démunis. C'est pourquoi nous avons proposé un nouveau modèle de développement, durable, qui remet l'homme au centre des préoccupations. C'est un tournant politique.

Ce type de développement doit permettre de répondre aux besoins essentiels de l'homme : se loger, se nourrir, se soigner, être éduqué, travailler... et c'est ce que le citoyen attend. Cela passe par une régulation publique et des mesures concrètes. C'est le sens de la nouvelle politique du foncier et du logement, « colonne vertébrale » du futur PADDUC.

Il est indispensable, sur un territoire aussi attractif que le nôtre, de lutter contre la spéculation et de créer un véritable droit au logement pour tous. Par là même, c'est aux dérives affairistes et mafieuses que nous nous attaquons et là aussi en y intégrant toute la réflexion menée par la Commission violence sous l'autorité du président de l'Assemblée.

Pour rééquilibrer le territoire, une politique de maîtrise du foncier est nécessaire avec des outils et des moyens nouveaux. Il ne s'agit pas de lancer des idées mais de dire voilà où nous voulons aller avec un EPF, une Agence de l'urbanisme et un budget pour des objectifs précis. C'est pour cette raison que le Conseil Exécutif a fait une présentation globale et cohérente, fondée sur l'ensemble des travaux en ateliers depuis le lancement des Assises, sans fermer le débat y compris sur « la fiche 27 ».

Les études réalisées par Messieurs Fazi et Castagnède montrent la complexité de la chose et mettent en relief le décalage qu'il y a, selon nous, entre la recherche d'une solution à la problématique du foncier et du logement et l'évolution statutaire. Quoiqu'il en soit comme nous l'avons répété nous ne craignons pas ce débat. Expertiser complètement cette question permettra d'en établir la pertinence au regard des questions posées par la perte de maîtrise du foncier et la pénurie de logements.

Au final, comme nous l'avons proposé, nous souhaitons que les Corses soient consultés sur cette question, si l'Assemblée décidait de modifications statutaires de portée constitutionnelle. Il est important pour nous que les citoyens directement concernés aient le dernier mot. Aussi regrettons-nous de constater que cette proposition ait été rejetée par tous les autres groupes.

Une nouvelle fiscalité pourrait, si le gouvernement prend en compte la délibération de l'Assemblée, lier justice fiscale et justice sociale dans la mise en œuvre de cette politique. C'est l'objet de l'amendement qui a été adopté à notre demande, unanimement, afin que les plus riches participent, proportionnellement, à l'effort qu'il faudra consentir à cette politique.

Enfin, un travail en concertation et en partenariat avec les autres collectivités et notamment l'Etat, sera indispensable pour une plus grande cohérence d'action. En effet l'Etat, qui a la

compétence en matière de logement social doit assumer pleinement ses responsabilités. S'il remplit ses obligations de solidarité à l'égard de la Corse il sera plus facile d'avancer sur le chemin du développement qui bénéficiera à tous.

Ce tournant politique s'approche fondamentalement du programme sur lequel nous avons été élus. Il peut déboucher sur un nouveau pacte social pour lequel le Front de Gauche n'aura de cesse d'agir.